



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2016



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -9,17 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2016 s'élève à -9,17 Md€ contre -9,40 Md€ à fin janvier 2015 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la hausse des recettes nettes du

budget général à hauteur de 3,50 Md€ compensée par la hausse des dépenses nettes de 2,34 Md€ et par la baisse du solde des comptes spéciaux de 0,93 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 28,25 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,77 Md€ dont 2,63 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,68 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 4,79 Md€ dont 2,38 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 1,72 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 4,09 Md€ notamment sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (2,99 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin janvier 2016 s'élèvent à 28,25 Md€ contre 25,91 Md€ à fin janvier 2015. Cet écart s'explique principalement par la hausse des dépenses d'intervention (2,72 Md€) suite à des changements d'échéanciers de versements de

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,10 Md€ dont 2,03 Md€ imputables au programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation** : 1,65 Md€ essentiellement au titre du programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,38 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,74 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,62 Md€.

certaines aides (versements anticipés par rapport à 2015 des aides personnelles à l'accès au logement et de l'allocation aux adultes handicapés notamment).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 23,08 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 17,27 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 5,19 Md€ (essentiellement au titre de la mensualisation de janvier) ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,67 Md€ dont 0,77 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Recettes non fiscales : 1,28 Md€ dont 0,63 Md€ au titre des produits du domaine de l'Etat et 0,41 Md€ au titre d'amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,09 Md€ dont -2,75 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 25,07 Md€

Elles s'élevaient à 24,37 Md€ à fin janvier 2015, soit une hausse de 0,70 Md€. Cette variation s'explique essentiellement par l'augmentation des recettes nettes de TVA (+1,26 Md€ dont 0,62 Md€ de hausse des recettes brutes et 0,64 Md€ de baisse des

remboursements et dégrèvements) compensée par la baisse des recettes d'autres impôts directs et taxes assimilées (-0,34 Md€) et une diminution des recettes nettes d'IR (-0,27 Md€).

Recettes non fiscales : 1,28 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2016 s'élèvent à 1,28 Md€ contre 0,29 Md€ à fin janvier 2015. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des produits du domaine de l'Etat (+0,57 Md€) notamment au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques, ainsi que par la hausse des

amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour +0,29 Md€ (notamment en raison du recouvrement d'une amende prononcée par l'Autorité de la concurrence dans le secteur des communications électroniques).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -3,32 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -3,32 Md€ à fin janvier 2016 contre -5,18 Md€ à fin janvier 2015. Cette variation s'explique essentiellement par la baisse, par rapport à 2015, des prélèvements au profit des collectivités territoriales

pour 0,35 Md€ (dont 0,29 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement) et par la minoration des prélèvements de l'Etat français au profit de l'Union européenne (UE) pour 1,52 Md€ suite à une rectification du budget 2015 de l'UE.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -4 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte spécial « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,43 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,72 Md€.

Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » affiche des dépenses pour 0,31 Md€ et des recettes de contribution à l'audiovisuel public pour 0,21 Md€.

Au 31 janvier 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -4 Md€ contre -3,07 Md€ en janvier 2015. Cet écart s'explique essentiellement par la variation du

solde des comptes de concours financiers (-0,73 Md€) conjuguée à l'évolution du solde des comptes d'affectation spéciale (-0,36 Md€).

Dette financière de l'Etat au 31 janvier : 1 602,66 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, durant ce premier mois de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 21,18 Md€).

Les montants des BTAN et des BTF ont diminué respectivement de 0,38 Md€ et 1,13 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	Janvier	2016	2015 retraité 2015 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-9 167	-9 167	-9 398	-9 398	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	28 246	28 246	25 905	25 905	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	23 083	23 083	19 579	19 579	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	5 192	5 192	5 457	5 457	
- IS *	147	147	160	160	
- TVA	17 271	17 271	16 009	16 009	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 004	-4 004	-3 072	-3 072	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-325	100 437			18
Dettes financières de l'Etat	19 665	1 602 661			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	988	988	988	988
Dépenses de personnel	11 034	11 034	10 918	10 918
Dépenses de fonctionnement	5 678	5 678	5 600	5 600
Charges de la dette de l'Etat	83	83	284	284
Dépenses d'investissement	1 296	1 296	1 659	1 659
Dépenses d'intervention	9 100	9 100	6 379	6 379
Dépenses d'opérations financières	67	67	77	77
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	28 246	28 246	25 905	25 905
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	25 066	25 066	24 370	24 370
Recettes non fiscales	1 278	1 278	294	294
Prélèvements sur recettes	-3 315	-3 315	-5 182	-5 182
Fonds de concours	55	55	97	97
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	23 083	23 083	19 579	19 579
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	26 399	26 399	24 761	24 761
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-5 163	-5 163	-6 326	-6 326
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 773	1 773	2 129	2 129
Solde des comptes de concours financiers	-5 837	-5 837	-5 107	-5 107
Solde des comptes de commerce	42	42	-118	-118
Solde des comptes d'opérations monétaires	18	18	24	24
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 004	-4 004	-3 072	-3 072
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-9 167	-9 167	-9 398	-9 398



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 034	11 034	10 918	10 918
Rémunérations d'activité	5 944	5 944	5 856	5 856
Cotisations et contributions sociales	5 020	5 020	4 991	4 991
Prestations sociales et allocations diverses	70	70	71	71
AUTRES TITRES	17 212	17 212	14 987	14 987
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	988	988	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 678	5 678	5 600	5 600
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 768	1 768	1 776	1 776
Subventions pour charges de service public	3 910	3 910	3 823	3 823
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	83	83	284	284
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	83	83	284	284
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 296	1 296	1 659	1 659
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	970	970	1 396	1 396
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	326	326	263	263
Titre 6 - Dépenses d'intervention	9 100	9 100	6 379	6 379
Transferts aux ménages	5 541	5 541	2 936	2 936
Transferts aux entreprises	254	254	255	255
Transferts aux collectivités territoriales	376	376	326	326
Transferts aux autres collectivités	2 929	2 929	2 861	2 861
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	67	67	77	77
Prêts et avances	1	1	6	6
Dotations en fonds propres	3	3	0	0
Dépenses de participations financières	63	63	71	71
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	28 246	28 246	25 905	25 905



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2016		Cumul à fin janvier 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	754	401	754	401	517
Action de la France en Europe et dans le monde	337	269	337	269	417
Diplomatie culturelle et d'influence	397	39	397	39	83
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	17	19	17	17
Conférence "Paris Climat 2015"	1	76	1	76	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	206	185	206	185	196
Administration territoriale	133	122	133	122	128
Vie politique, culturelle et associative	2	3	2	3	23
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	70	60	70	60	45
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	361	299	361	299	289
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	112	64	112	64	65
Forêt	147	144	147	144	145
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	48	41	48	41	26
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	53	50	53	50	53
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	360	429	360	429	393
Aide économique et financière au développement	1	68	1	68	71
Solidarité à l'égard des pays en développement	360	361	360	361	322
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 671	1 650	1 671	1 650	1 763
Liens entre la Nation et son armée	3	1	3	1	1
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 646	1 641	1 646	1 641	1 755
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	22	8	22	8	8
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	44	44	44	44	43
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	29	29	29	27
Conseil économique, social et environnemental	0	0	0	0	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	15	16	15	15
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	151	116	151	116	88
Patrimoines	79	44	79	44	26
Création	13	4	13	4	4
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	59	67	59	67	58
DEFENSE	4 042	4 794	4 042	4 794	5 212
Environnement et prospective de la politique de défense	86	140	86	140	120
Préparation et emploi des forces	787	557	787	557	741
Soutien de la politique de la défense	2 578	2 382	2 578	2 382	2 347
Equiperment des forces	591	1 715	591	1 715	2 003
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	81	65	81	65	66
Coordination du travail gouvernemental	38	29	38	29	27
Protection des droits et libertés	23	23	23	23	22
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	20	14	20	14	17
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 271	652	1 271	652	703
Infrastructures et services de transports	42	101	42	101	56
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	47	8	47	8	4
Météorologie	146	0	146	0	50
Paysages, eau et biodiversité	99	3	99	3	40
Information géographique et cartographique	69	23	69	23	23
Prévention des risques	56	21	56	21	4
Energie, climat et après-mines	300	100	300	100	107
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	512	396	512	396	418
Service public de l'énergie (1)	0	0	0	0	0
ECONOMIE	148	84	148	84	132
Développement des entreprises et du tourisme	101	38	101	38	87
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	34	34	34	34	32
Stratégie économique et fiscale	14	12	14	12	12



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2016		Cumul à fin janvier 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	14 183	1 028	14 183	1 028	7
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Aide à l'accès au logement	14 183	1 026	14 183	1 026	0
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-1	3	-1	3	7
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	226	123	226	123	378
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	83	83	83	83	284
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	143	40	143	40	95
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 870	5 773	5 870	5 773	5 622
Enseignement scolaire public du premier degré	1 691	1 678	1 691	1 678	1 639
Enseignement scolaire public du second degré	2 643	2 632	2 643	2 632	2 601
Vie de l'élève	553	506	553	506	448
Enseignement privé du premier et du second degrés	745	739	745	739	730
Soutien de la politique de l'éducation nationale	140	131	140	131	133
Enseignement technique agricole	98	87	98	87	71
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 045	900	1 045	900	883
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	767	703	767	703	706
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	103	88	103	88	65
Facilitation et sécurisation des échanges	166	104	166	104	106
Entretien des bâtiments de l'Etat	0	3	0	3	6
Fonction publique	9	2	9	2	0
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	85	67	85	67	7
Immigration et asile	85	67	85	67	7
Intégration et accès à la nationalité française	0	0	0	0	0
JUSTICE	579	559	579	559	556
Justice judiciaire	246	257	246	257	240
Administration pénitentiaire	210	236	210	236	233
Protection judiciaire de la jeunesse	71	46	71	46	45
Accès au droit et à la justice	36	2	36	2	2
Conduite et pilotage de la politique de la justice	16	18	16	18	35
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	0	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	3	3	3	3	22
Presse	3	2	3	2	22
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	15	58	15	58	63
Emploi outre-mer	22	13	22	13	20
Conditions de vie outre-mer	-7	44	-7	44	43
POLITIQUE DES TERRITOIRES	40	12	40	12	6
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	2	5	2	5	5
Interventions territoriales de l'Etat	0	0	0	0	1
Politique de la ville	38	6	38	6	0
POUVOIRS PUBLICS	988	988	988	988	988
Présidence de la République	100	100	100	100	100
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	10	10	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2016		Cumul à fin janvier 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	20 197	4 091	20 197	4 091	3 599
Formations supérieures et recherche universitaire	11 903	2 989	11 903	2 989	2 959
Vie étudiante	886	249	886	249	273
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 212	272	5 212	272	277
Recherche spatiale	1 246	383	1 246	383	10
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	898	152	898	152	42
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	30	24	30	24	22
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	21	21	21	16
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	4 898	1 046	4 898	1 046	1 358
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	2 956	592	2 956	592	891
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	756	69	756	69	71
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 186	386	1 186	386	396
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-2	2	-2	2	6
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-2	0	-2	0	1
Concours spécifiques et administration	-1	2	-1	2	5
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	4 419	3 915	4 419	3 915	4 724
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	4 024	3 817	4 024	3 817	4 579
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	395	98	395	98	145
SANTE	0	1	0	1	2
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	0	1	0	1	2
Protection maladie	0	0	0	0	0
SECURITES	1 491	1 378	1 491	1 378	1 385
Police nationale	802	739	802	739	723
Gendarmerie nationale	673	620	673	620	647
Sécurité et éducation routières	0	0	0	0	0
Sécurité civile	16	19	16	19	15
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	10 664	2 098	10 664	2 098	325
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	2	0	2	0	0
Handicap et dépendance	10 445	2 026	10 445	2 026	251
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	217	71	217	71	74
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	335	25	335	25	26
Sport	65	13	65	13	25
Jeunesse et vie associative	269	13	269	13	1
TRAVAIL ET EMPLOI	3 959	1 375	3 959	1 375	1 269
Accès et retour à l'emploi	3 747	1 223	3 747	1 223	1 107
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	158	98	158	98	106
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0	0	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	54	54	54	55
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	78 083	32 161	78 083	32 161	30 630
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	73 664	28 246	73 664	28 246	25 905

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	5 208	5 208	5 466	5 466
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	103	103	101	101
Impôt sur les sociétés (C)	1 020	1 020	1 135	1 135
Impôt sur les sociétés	992	992	1 113	1 113
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	28	28	23	23
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	317	317	660	660
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	59	59	61	61
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	119	119	442	442
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	83	83	120	120
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	1	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	1	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	2	1	1
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	15	15	6	6
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	2	2	12	12
Recettes diverses	35	35	10	10
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	720	720	1 000	1 000
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	19 941	19 941	19 320	19 320
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 672	1 672	1 412	1 412
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	55	55	69	69
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	15	16	16
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	1	0	0
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	219	219	193	193



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	766	766	537	537
Contribution de sécurité immobilière	56	56	49	49
Autres conventions et actes civils	45	45	39	39
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	36	36	35	35
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	12	12	11	11
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	16	16	17	17
Timbre unique	32	32	38	38
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	8	8	6	6
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	3	3	3	3
Taxe générale sur les activités polluantes	1	1	3	3
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	2	2
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	4	4	5	5
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	9	9	9
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	5	4	4
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	4	4	6	6
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	204	204	208	208
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	46	46	36	36
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	34	36	36
Prélèvement sur les paris sportifs	24	24	19	19
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	7	3	3
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	57	57	56	56
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	13	13	10	10
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	28 981	28 981	29 095	29 095
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	25 066	25 066	24 370	24 370



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	627	627	60	60
Revenus du domaine public non militaire	15	15	20	20
Autres revenus du domaine public	54	54	31	31
Revenus du domaine privé	5	5	5	5
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	550	550	1	1
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	2	2	2
Produits de la vente de biens et services (C)	58	58	29	29
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	1	1
Autres frais d'assiette et de recouvrement	56	56	27	27
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	0	0	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	1	1	1
Autres recettes diverses	0	0	0	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	4	4	4	4
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	1	1	1
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	0	0	0	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	1	0	0
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	2	3	3



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	405	405	114	114
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	350	350	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	1	40	40
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	0	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	53	53	72	72
Frais de poursuite	1	1	1	1
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	184	184	86	86
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	2	5	5
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	7	7	9	9
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	0	0	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	1	1	1	1
Recouvrements après admission en non-valeur	11	11	10	10
Divers versements de l'Union européenne	12	12	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	1	1	1
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	2	2	2
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	36	36	41	41
Produits divers	101	101	3	3
Autres produits divers	9	9	10	10
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 278	1 278	294	294



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 088	-3 088	-3 435	-3 435
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 749	-2 749	-3 037	-3 037
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-1	-1	-1
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-72	-72	-108	-108
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1	-1	-3	-3
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	-1	-1
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-265	-265	-274	-274
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	-3	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	0	0	-7	-7
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du versement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-228	-228	-1 747	-1 747
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-3 315	-3 315	-5 182	-5 182
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	46	46	84	84
Fonds de concours - coopération internationale	9	9	12	12
TOTAL FONDS DE CONCOURS	55	55	97	97

(1) création en 2016



unité : million d'€.

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 545	6 319	4 545	4 542	6 319	6 672	1 773	2 129
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	25	0	0	25	32	25	32
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	0	120	0	1	120	122	120	122
Développement agricole et rural	0	0	0	0	0	2	0	2
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	31	0	0	31	31	31	32
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	1	0	0	1	9	1	9
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	2	105	2	1	105	154	103	152
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions	4 543	6 035	4 543	4 541	6 035	6 121	1 492	1 580
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	0	200	0	200
Transition énergétique (2)	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de concours financiers	8 765	2 929	8 765	8 069	2 929	2 962	-5 837	-5 107
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à l'audiovisuel public	311	208	311	306	208	217	-102	-89
Avances aux collectivités territoriales	8 433	2 719	8 433	7 763	2 719	2 744	-5 714	-5 019
Prêts à des Etats étrangers	21	1	21	0	1	1	-20	1
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	252	293	252	679	293	561	42	-118
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	28	3	28	34	3	4	-25	-30
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	7	15	7	8	15	13	8	5
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0	2	0	2	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	11	51	11	11	51	48	40	36
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	201	220	201	619	220	487	19	-132
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	1	0	1
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	3	2	3	3	3	1	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	2	1	1	2	0	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	4	22	4	0	22	25	18	24
Emission des monnaies métalliques	4	22	4	0	22	25	18	24
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	13 567	9 563	13 567	13 290	9 563	10 218	-4 004	-3 072
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	13 567	9 563	13 567	13 290	9 563	10 218	-4 004	-3 072

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	13	533
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	28	270
	Total organismes à caractère financier	773	40	813
	CEPL			
	Régions	1 662	446	2 108
	Départements	4 826	-1 007	3 819
	Communes	21 357	-954	20 403
	HLM	323	-26	298
	Autres	20 714	206	20 920
	Total CEPL	48 882	-1 335	47 547
	Hôpitaux	4 440	615	5 055
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	1 248	11 380
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	10	4 170
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	1 921	4 707
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	-151	711
	Total établissements publics nationaux	17 941	3 027	20 968
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 495	-549	9 946	
Communautés européennes	2 596	-1 453	1 143	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	42	-1	41	
GIP	615	1	615	
EPL	2 136	213	2 349	
Autres correspondants	12 783	-841	11 942	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 617	-670	14 947	
Total Dépôts de fonds du Trésor	100 745	-325	100 419	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	0	18
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	0	18
Total Passif (A)		100 763	-325	100 437
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		100 762	-325	100 437



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2016
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 576 395	19 670	1 596 066
Titres négociables à moyen et long terme	1 423 722	20 800	1 444 523
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	21 180	1 342 433
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	19 457	1 158 702
- <i>taux variable</i>	163 458	1 734	165 192
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-380	102 090
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-380	93 682
- <i>taux variable</i>	8 009	0	8 009
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	152 673	-1 130	151 543
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	-1 130	151 543
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 601	-5	6 595
TOTAL (A+B+C)	1 582 996	19 665	1 602 661



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.